

La seconde étape fut amorcée par les échecs ouvriers durant les mois d'été : (wagons-lits, midinettes, Port de Boue, liquidation des usines d'aviation) qui permit à la bourgeoisie d'exprimer l'idée qu'elle pouvait se passer des socialistes.

Le début de la deuxième étape, proprement dite, peut être placé au moment de la dévaluation et de la chute du gouvernement Queuille. Le but évident en est l'éviction des socialistes du gouvernement.

En même temps s'amorce la troisième étape qui, dans le plan bourgeois, doit comprendre la réforme électorale permettant la diminution massive de la représentation socialiste et stalinienne à l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections donnant à la bourgeoisie un parlement anti-ouvrier permettant de poursuivre son offensive réactionnaire.

LA PREMIERE ETAPE : LA PRUDENCE

La situation économique qui va être faite à la bourgeoisie française, dépend beaucoup de décisions prises en dehors d'elle, ou presque, notamment: les pourparlers au sujet de la livre et du dollar, des barrières douanières, des investissements américains, etc.. Ce qui pousse le gouvernement à attendre ces décisions. D'autre part, le rapport de force avec la classe ouvrière et la force du P.C.F. le pousse à n'avancer qu'avec beaucoup de prudence vers la droite. C'est pourquoi la tactique adoptée par la bourgeoisie française à un caractère prudent et lent dans la marche vers une politique anti-ouvrière plus accentuée. L'immobilisme reproché par la presse et les partis bourgeois au gouvernement Queuille exprime cette prudence.

C'est en fait ce qui explique la durée du gouvernement, la crainte qu'ont les partis de le renverser, car ils ne peuvent encore aller plus vers la droite, en particulier se passer de la participation socialiste. Mais cet immobilisme est relatif, pas à pas il avance dans la voie de l'affaiblissement et de la surexploitation de la classe ouvrière et de l'affaiblissement du P.C.F., non seulement en tant que Parti groupant des masses ouvrières, mais aussi en tant qu'agent du Kremlin. L'organisation des élections cantonales éliminant la représentation stalinienne est un exemple. Le refus systématique d'accorder les revendications aux ouvriers en grève de façon à les user petit à petit, en est un autre. Ceci étant d'ailleurs combiné avec une répression anti-ouvrière délibérée (grève des mineurs, poursuites contre les stalinien..) et avec la liquidation d'entreprises nationalisées de l'aviation, permettant de s'aligner sur les besoins stratégiques "atlantiques", de diminuer les frais de ces entreprises peu rentables, étant donné leur technique arriérée, de mettre des ouvriers au chômage et du même coup, de détruire des bastions stalinien en particulier dans la région parisienne.

En même temps, sur d'autres questions, on voit la bourgeoisie et ses partis tâter le terrain et reculer, si besoin est, par exemple : les discussions à la Chambre sur la destruction de la Sécurité Sociale, mise en avant puis ajournée; les discussions sur l'amnistie des fascistes pro-allemands; la façon de ne pas retirer son immunité parlementaire à Thorez (à 1 voix près) est particulièrement symbolique.

Cette marche prudente et patiente vers un gouvernement anti-ouvrier fort est bien visible dans les rapports de la bourgeoisie avec les modérés, les socialistes et le R.P.F. Particulièrement révélatrice est l'attitude du journal capitaliste "Le Monde" qui a montré dans ce domaine son intelligence de classe.